



**Procès-verbal du Conseil Académique**  
**Réuni le mardi 7 juillet**  
***En configuration dématérialisée***  
**Sous la présidence de M. Noel DIMARCQ**  
**Vice-Président Recherche et Innovation**  
**Et la coprésidence de Stéphane AZOULAY,**  
**Vice-Président Formation**

**N°8/2020-2021**

**ÉTAIENT CONNECTÉS :** M. ALLEGRET Jean-Pierre, Mme BARBIER Claire jusqu'à 17H55, Mme BATAZZI Claudine jusqu'à 17H55, Mme BERTONE Manuela jusqu'à 17H55, Mme BERTRAND Marie-France jusqu'à 17H45, M. BLANC Frédéric, Mme BLAY-FORNARINO Mireille, Mme BOISSELIER Pauline, M. BONCOMPAGNI Éric jusqu'à 17H55, M. BOUISSOU Stéphane, M. BRAHMI Youssef, M. BRUNY Rémy, M. BURGER Alain jusqu'à 17H55, M. CAILLER Bruno, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, M. COURDE Clément, Mme CHRISTIANS Elisabeth, , Mme DEMARIA Samira jusqu'à 17H45, M. DOUAI Ali, Mme FEDELE Carine, Mme FERAUD Aurélie, Mme GIACALONE Marjorie, M. GIBART Laetitia, Mme GUILLAUMIER Audrey, Mme GUIZOUARN Hélène, Mme GWIZDEK Carole, M. HASSANALY-GOULAMHOUSSEN Rahim, Mme HERITIER Camille, Mme M. GOSSELET Rayan, HUEBER Anne-Odile jusqu'à 17H40, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, M. MORETTI Laurent jusqu'à 17H55, M. MOSCU Mircea, Mme N'AIT-BOUDA Faiza, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul, M. RASSE Paul, M. ROSSO Thierry, M. ROULEAU Matthieu, Mme SALVAN Geneviève, M. SERRANO Benjamin, Mme SESSA Virginie, Mme TÜRK Pauline jusqu'à 15H30, M. SIIRIAINEN Fabrice, M. SOFIA Pierre Niccolo, Mme VAN DE WIELE Nathalie, M. VEZIAN Anthony, Mme WALLISER Elisabeth

**AVAIENT DONNÉ PROCURATION :** Mme ADAM Carine à M. THOMIN Jean-Louis, Mme AYERBE Cécile à Mme WALLISER Elisabeth, M. BIZIOU Michaël à Mme BERTONE Manuela , jusqu'à 17H55, M. BORGESE Mauro Franco à M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, M. BURRONI Gaël à Mme BOISSELIER Pauline, M. CRISTOFARI Gaël à M. BURGER Alain jusqu'à 17H55, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne à Mme HUEBER Anne-Odile jusqu'à 17H40, M. DELLAMONICA Jean à Mme HUEBER Anne-Odile jusqu'à 17H40, Mme EL SAYED Eva à Mme GUILLAUMIER Audrey, Mme HAYOTTE Meggy à Mme BOISSELIER Pauline, Mme MALE Margaux à M. VEZIAN Anthony, M. PETIT Eric à M. AZOULAY Stéphane, M. ROUSSEAU Sylvain à Mme HERITIER Camille, Mme TÜRK Pauline à M. SIIRIAINEN Fabrice à compter de 15H30

**ÉTAIENT ABSENTS :** Mme CEREZO Delphine, Mme COURTIN Christine, M. DEMESLAY Christopher, M. DIEDERICHS Thibault, Mme GERIA Carla, M. GESBERT David, M. HACHEM Elie, Mme HOUARA Inès, Mme MERIAUX Stéphanie, Mme PLOUVIEZ Mélanie, Mme PUEL Marjolaine, M. REVELLI Gabriel, Mme ROMERO Margarida et M. ROSSI Andréa.

**INVITÉS CONNECTÉS :** Mme BARRAL Mireille, M. BARONE Pierre, M. COUNILLON Laurent, M. CREMOUX Pascal, M. FRISCH Thomas, Mme TOURNOIS Nadine

M. AZOULAY ouvre la séance à 13H30.

Il demande, en préambule, aux conseillers présents de se connecter tour à tour avec leur caméra afin qu'il soit procédé à leur identification.

Il informe ensuite d'un changement dans le déroulement de l'ordre du jour, lié aux disponibilités de Mme PISANO, qui présentera en début de séance, l'organisation de scrutins dématérialisés pour des élections qui se tiendront en novembre.

Il met ensuite au vote la validation du PV de la séance du 2 juin.

**Vote : Le procès-verbal du CAC du 2 juin est validé à l'unanimité avec 64 voix.**

## I.- Vie Institutionnelle

### **Information sur l'organisation des scrutins pour les élections aux COSP des EUR, conseils des composantes et CAC (sièges vacants)**

Mme PISANO, Directrice Générale des Services Adjointe en charge de la Sécurisation, informe en préambule, des scrutins à venir. Elle rappelle que les élections des COSP des EUR prévues le 23 avril ont été annulées en raison de la période d'urgence sanitaire et qu'il conviendra donc d'organiser, à la rentrée, des élections afin d'élire l'intégralité des membres de ces COSP. D'autres scrutins sont également à prévoir et concernent des élections partielles des collèges étudiants pour les conseils de certaines composantes (IAE, Odontologie et Polytech) et une élection partielle au CAC pour un siège vacant dans le collège des doctorants du secteur LSHS. Des élections professionnelles devront également se tenir concernant le renouvellement des instances de dialogue social telles que le comité technique, les commissions consultatives paritaires compétentes pour les agents titulaires et la commission paritaire d'établissement.

Elle rappelle ensuite (cf document joint) les principes applicables aux élections des COSP des EUR, les conditions à respecter pour être électeur, les caractéristiques des modes de scrutin (pour lesquelles elle souligne une particularité pour l'EUR Spectrum avec un scrutin majoritaire uninominal à un tour lorsqu'il n'y a qu'un siège à pourvoir) et les règles de recevabilité des candidatures. Elle précise que le diaporama présenté sera diffusé dans toutes les EUR avec la répartition des sièges et les conditions de recevabilité des candidatures spécifiques à chacune d'entre elles. Elle indique ensuite, que compte tenu du retour très positif de l'expérience de l'Université de Grenoble (établissement expérimental comparable à UCA), il est envisagé une organisation dématérialisée de ces élections. Une discussion sur ce point se tiendra en comité électoral consultatif en fin de semaine. Elle souligne les avantages de la dématérialisation avant de présenter les modalités d'organisation matérielles au cas où le principe de la dématérialisation ne serait pas retenu. Elle précise enfin, en termes de calendrier, qu'après avis du Comité Electoral Consultatif, les élections devraient se tenir fin octobre afin de permettre à tous les étudiants d'être préalablement inscrits pour y participer. Les candidatures seraient ainsi à déposer dans les premières semaines d'octobre.

Aux interrogations de Mme HERITIER sur le temps qui sera laissé aux électeurs pour exprimer leur suffrage et sur la possibilité de solutions alternatives pour ceux d'entre eux qui ne pourront se connecter, Mme PISANO répond qu'un cahier des charges est en cours de rédaction, elle précise que l'on s'oriente vers une période de vote de plusieurs jours et que l'expérience de Grenoble préconise qu'elle s'étende du jeudi au mardi afin d'inclure un week-end où les disponibilités des étudiants sont plus grandes, il sera par ailleurs exigé des prestataires la mise en place d'une hotline afin que les éventuels problèmes techniques puissent être résolus dans les délais les plus brefs.

Aux interrogations de Mme GUIZOUARN sur le coût de l'opération, Mme PISANO répond qu'elle n'a pas encore tous les éléments chiffrés de la part des prestataires envisagés mais elle indique que pour l'université de Grenoble le coût d'un vote tournait autour de 20 000 € pour 50 000 étudiants, (le nombre d'électeur à UCA étant moindre, le coût s'en trouvera donc moins important). Elle précise que le coût de l'organisation d'élections de manière traditionnelle sans dématérialisation n'est pas négligeable non plus, car elle nécessite de mobiliser près de 300 agents sur une journée et de procéder à l'impression de 30 000 bulletins. M. BRUNY fait part d'une opposition de principe des élus étudiants au vote matérialisé car le taux de participation est généralement beaucoup plus faible que lors de votes aux urnes, il souligne le manque de clarté des procédures et la difficulté d'accès aux interfaces qui rendent ce type de vote rebutant pour les étudiants. Il observe que le problème a notamment été relevé à Grenoble et que si les procédures de vote entraînent une chute du taux de participation des étudiants déjà faible lors des votes traditionnels, on pourra s'interroger sur la représentativité des futurs élus. Il convient toutefois, que, pour les élections concernées qui se dérouleront dans une période exceptionnelle compte tenu des incertitudes sur la situation sanitaire, le vote dématérialisé peut être acceptable mais qu'il ne saurait être généralisé à l'ensemble des futures élections. Mme PISANO invite les conseillers à lui faire part rapidement de leurs remarques afin que des points qui leur apparaissent importants puissent être intégrés au cahier des charges. Elle les encourage également à faire des remontées aux élus des conseils membre du Comité Electoral Consultatif. Elle précise qu'à Grenoble la participation n'a pas baissé mais que l'objectif d'une hausse qui était attendue n'a pas non plus été atteint. Elle rappelle que pour le CAC le taux de participation des étudiants tourne autour de 10% en moyenne et que la représentativité des étudiants est déjà fragile. Elle ajoute que ces élections dématérialisées constitueront un test et que si une chute de la participation était

constatée, il conviendra d'en tirer les conséquences. M. BRUNY précise qu'il convient d'être prudent avec les chiffres de Grenoble, car ils incluent le vote aux urnes d'une école d'ingénieur qui a enregistré un bon taux de participation. M. AZOULAY souligne que le but premier de ce mode de scrutin est de s'assurer que les élections pourront se tenir dans les meilleurs délais quelle que soit la situation sanitaire afin que les conseils d'EUR puissent fonctionner correctement.

M. BRUNY se déclare par ailleurs défavorable à un délai de vote qui excéderait 48 heures, car si une période plus longue est proposée, il craint une tendance à la procrastination des étudiants qui risqueraient finalement d'oublier de voter.

A M. CAILLER qui souhaite savoir quel type de contrat sera signé avec le prestataire qui sera en charge de ces opérations, Mme PISANO répond qu'il ne peut s'agir pour l'instant que d'un contrat ponctuel puisque les prochains scrutins constitueront une phase de test. A l'issue de ces élections, une réflexion devra être menée afin de déterminer, dans l'hypothèse où les résultats seraient satisfaisants, dans quelle mesure une pérennisation pourrait être envisagée et pour quels types de scrutins.

## II.- Recherche

### II.1.- Changement de direction du laboratoire « Ecology and Conservation Science for Sustainable Seas » (ECOSEAS) UMR 7035

M. Noël DIMARCQ expose le contexte du changement du laboratoire :

Le laboratoire Ecology and Conservation Science for Sustainable Seas (ECOSEAS) est une Unité Mixte de Recherche comprenant UCA et le CNRS. Il est spécialisé en écologie marine, fondamentale et appliquée.

Suite à la démission du directeur actuel, le PR Paolo GUIDETTI, la directrice adjointe, la PR Cécile SABOURAULT est proposée pour le remplacer en intérim sur la période suivante : du 01/08/2020 jusqu'au 31/07/2021.

L'assemblée générale d'ECOSEAS du 03/06/2020 a permis au directeur de faire son bilan depuis son entrée en 2016. Mme SABOURAULT a indiqué qu'elle assurerait la continuité des programmes en cours, des objectifs et des modalités de fonctionnement. Le conseil du laboratoire a ensuite validé cette proposition de nomination.

S'agissant d'une UMR avec le CNRS l'Institut écologie et environnement du CNRS (INEE) doit également se prononcer sur cette nomination.

Une conseillère intervient au sujet de la durée d'un an pour l'intérim qui peut poser des difficultés par rapport à la vague C de l'évaluation HCERES à venir. M. Noël DIMARCQ indique que cela dépend du positionnement de Mme. SABOURAULT, qui a le choix soit de proposer sa candidature ou soit d'être directrice par intérim sur une nouvelle période afin d'accompagner le ou la futur.e directeur ou directrice de l'unité.

***Le CAC donne un avis favorable à l'unanimité au changement de direction du laboratoire « Ecology and Conservation Science for Sustainable Seas » (ECOSEAS) et que Cécile SABOURAULT assure la direction par intérim du 01/08/2020 au 31/07/2021.***

Cette demande fera l'objet d'une validation par le CA du 20/07/2020.

### II.2.- Création de l'International Research Project (IRP) "Non-Equilibrium Physics of Complex Systems – PhyComSys" (impliquant les laboratoires suivants : Laboratoire Jean Alexandre Dieudonné (LJAD – UMR 7351), l'Institut de Physique de Nice (InPhyNi – UMR 7010) et le Laboratoire Joseph-Louis Lagrange (LAGRANGE – UMR 7293)

La présentation est en Annexe 2 du procès-verbal. La Fiche synthétique IRP PhyComSys est en Annexe 3.

M. Noël DIMARCQ présente brièvement les International Research Project (IRP), nouvelle appellation d'un des outils à l'international du CNRS (ex LIA) qui sont des projets de recherche collaboratifs établis entre un ou plusieurs laboratoires du CNRS et des laboratoires d'un ou deux pays étrangers. Ils permettent de consolider des collaborations déjà établies à travers des échanges scientifiques de courtes ou moyennes durées. Ce sont des outils de coopération à l'international.

Il donne la parole à M. Sergey NAZARENKO, porteur de la demande et Directeur de Recherche CNRS rattaché au laboratoire InPhyNi (UMR 7010). Le second porteur du projet est M. Raphaël CHETRITE du LJAD (UMR 7351).

Ce programme de recherche international vise à étudier un large éventail de systèmes naturels et physiques impliquant soit de la matière molle (active ou passive), soit des écoulements turbulents. Des applications sont prévues en biologie comme en matériaux synthétiques.

L'IRP a pour objectif de rassembler des physiciens de milieux universitaires français et israéliens, expérimentateurs ou théoriciens, experts en physique statistique, en turbulence des fluides et en matière condensée au sens large du terme. Le but de cette structure est de marier les composantes théoriques et expérimentales.

A l'échelon d'UCA, l'IRP implique le LJAD, InPhyNi et Lagrange (OCA). Les autres partenaires sont : l'École normale supérieure de Lyon, le « Weizmann Institute of Science », l'« Hebrew University of Jerusalem ».

M. NAZARENKO présente ensuite les travaux et projets des différents spécialistes impliqués dans l'IRP.

Le programme scientifique associé à ce projet prévoit son développement sur cinq ans, de 2020 à 2024. Sous réserve du bon déroulement de l'activité et de la disponibilité des fonds, le CNRS envisage ainsi d'octroyer sur 5 ans 75 000 € à ce projet.

M. Noël DIMARCQ précise qu'il n'y aura pas de contribution financière de l'université à l'IRP. Cependant, les participants à l'IRP peuvent poser leur candidature à des dispositifs de l'établissement tels que les d'indemnités forfaitaires d'accueil (IFA) et déposer des dossiers à l'AAP des Crédits Scientifiques Incitatifs (CSI).

Une conseillère s'interroge sur la nécessité que le CAC se prononce sur le projet d'IRP puisqu'il est déjà existant au niveau du CNRS. M. Noël DIMARCQ précise que la création ou le renouvellement des structures mises en place par le CNRS doit statutairement recueillir l'avis de tous les établissements tutelles des unités de recherche impliquées.

Un conseiller cherche à savoir s'il est prévu que les partenaires impliqués intègrent de nouvelles personnes sur 5 ans.

M. Noël DIMARCQ souligne que les IRP sont « souples » et confirme que des personnes venant des différents instituts peuvent s'ajouter.

***Le CAC donne un avis favorable à l'unanimité à la création de l'International Research Project (IRP) "Non-Equilibrium Physics of Complex Systems – PhyComSys".***

Cette demande fera l'objet d'une validation par le CA du 20/07/2020.

### **II.3.- Statuts du Laboratoire Motricité Humaine, Expertise, Sport, Santé (LAMHESS) UPR 6312**

Les statuts sont en Annexe 4 du procès-verbal.

M. Noël DIMARCQ présente le Laboratoire Motricité Humaine Expertise Sport Santé (LAMHESS, UPR 6312), labellisé « équipe d'accueil » depuis le contrat 2012-2016 et dénommé « unité propre de recherche » depuis le 1er janvier 2020. Il est sous tutelle de l'Université Côte d'Azur, adossé à l'EUR HealthY, membre de la Fédération de Recherche Interventions en Santé (FRIS) et affilié à l'Ecole Doctorale Sciences du Mouvement Humain (ED SMH 463). Les modifications sont liées à la fin de son caractère interuniversitaire Nice – Toulon. En effet, depuis le 1er janvier 2020, le LAMHESS est placé sous l'unique tutelle Universitaire d'UCA.

Les principaux éléments qui ont été modifiés dans leurs statuts sont les suivants :

- Ce qui mentionnait le caractère interuniversitaire du LAMHESS (UCA – Université de Toulon) ;
- Le nombre de siège au conseil du laboratoire pour le collège enseignants-chercheurs (8 au lieu de 9 en raison de la diminution du nombre total d'EC) ;
- La durée des mandats du directeur et du conseil du laboratoire (passage de 4 à 5 ans), caractéristique propre à l'établissement.

Il souligne que les nouveaux statuts ont été validés à l'unanimité par le conseil du laboratoire du 6 avril 2020.

***Le CAC adopte les nouveaux statuts du Laboratoire Motricité Humaine, Expertise, Sport, Santé (LAMHESS) sont approuvés à l'unanimité.***

### **II.4.- Renouvellement de la convention du Centre International de Mathématiques Pures et Appliquées (CIMPA)**

La convention entre UCA et l'association CIMPA arrivant à son terme le 31/08/2020, le Directeur exécutif actuel, M. RIFFORD intervient au CAC accompagné du futur Directeur exécutif, M. RITZENTHALER (dont la nomination avait été validée lors du CA du 13/12/2019) pour présenter les projets et action à venir du CIMPA ainsi que le bilan des actions menées.

La présentation est en Annexe 5 du procès-verbal.

Le Centre International de Mathématiques Pures et Appliquées (CIMPA) est une association fondée en 1980, ayant pour but la formation de mathématiciens venant en priorité des pays en développement, au moyen de stages au cours de l'année universitaire et d'écoles d'été, et grâce au développement de moyens de documentation. Le siège social du CIMPA est fixé à UCA. Le CIMPA est financé par 4 pays : la France, l'Espagne, la Norvège et la Suisse.

M. RIFFORD développe les activités menées : écoles, cours (master, licences), « fellowship » (financements de programmes sur 3 mois). Chaque année, le CIMPA lance un appel à projet qui aboutit sur un programme d'école de recherche. Des missions d'interventions en master ou en écoles doctorales sont financées depuis 2017, en plus des écoles de recherche en Ethiopie, Algérie, Népal etc. Le CIMPA finance des participations à des programmes thématiques. En complément, le CIMPA organise aussi de grandes conférences telle que « Maths Day for Development » pour l'UNESCO.

M. RIFFORD précise qu'UCA soutenait l'association par la dotation d'un poste spécifique rattaché au Laboratoire Jean Alexandre Dieudonné (LJAD – UMR 7351), pour la direction du CIMPA. UCA et le CIMPA mettent en commun leurs compétences pour l'organisation d'activités dans le cadre des missions du CIMPA et de la politique de site d'UCA. Ils se concertent en particulier pour développer des actions sur des thèmes jugés prioritaires dans le cadre de leur stratégie en direction des pays du Sud (dénomination dans le référentiel de l'IRD).

M. RITZENTHALER prend la parole pour présenter des activités à engager dans le futur entre UCA et le CIMPA. Il présente le caractère privilégié des relations entre UCA et le CIMPA qui se situent au niveau géographique (pour relayer les offres formation et recherche) sur les différentes plateformes du CIMPA. Il évoque aussi les réseaux de collaborateurs du CIMPA (universités, ministères, ambassades). Un calendrier qui contiendra toutes les offres de bourses vers les pays du Sud va être créé ainsi qu'une base de données d'étudiants étrangers qui sera à la disposition d'UCA.

Des intérêts communs sont à développer, le CIMPA peut jouer un rôle de catalyseur dans la durée grâce à des conventions (avec des universités des pays du Sud) ou des programmes. UCA peut s'impliquer grâce à l'ANR Afrique afin de créer des partenariats avec des universités Africaines. Des formations à distances vont se développer pour limiter l'empreinte écologique et par l'expérience du confinement par le biais du Labex CARMIN qui diffuse du contenu pédagogique.

M. Noel DIMARCQ remercie les intervenants. Il ajoute que le CIMPA est une opération à grande visibilité avec les mathématiques en cœur de métier, et avec une ouverture vers la physique et l'astrophysique.

Le CIMPA s'inscrit dans la volonté de l'université de développer sa politique vers les pays du Sud et pas seulement l'Afrique. La Vice-Présidente Fonctionnelle Relations Internationales au Sud, Mme. Marie-Pierre Ballarin coordonne différentes actions au niveau de l'université afin de promouvoir et soutenir la coopération entre chercheurs et institutions du Sud.

***Le CAc donne un avis favorable à l'unanimité au renouvellement du partenariat entre UCA et le CIMPA.***

Cette demande fera l'objet d'une validation par le CA du 20/07/2020.

Une convention est en cours de rédaction pour préciser les modalités de ce partenariat.

## **II.5.- Point d'informations :**

### **✓ Evaluation à mi-parcours de l'UMI 3654 MajuLab**

M. Noël DIMARCQ présente l'unité mixte internationale de recherche MajuLab, qui associe par convention l'Université et le CNRS avec l'Université Nationale de Singapour (NUS) et l'Université Technologique de Nanyang (NTU). Ses recherches portent sur la physique quantique, la physique des nanoparticules, la matière condensée et la physique des lasers.

Il indique que l'Unité située entre la France et Singapour a été évaluée de manière positive au mois de juin. L'UMI possède des sites miroirs à Sorbonne Université et à UCA. Une recommandation d'UCA suite à l'évaluation a été de développer le site miroir de Nice (animé par le laboratoire INPHYNI) pour accueillir davantage de chercheurs (docto-

rants, permanents) de Singapour. M. MINIATURA Christian, directeur actuel de l'UMI, est confirmé par le comité d'évaluation pour continuer à assurer cette mission jusqu'à la fin de la coopération (31/12/2022).

### ✓ **Lancement de l'AAP Crédits Scientifiques Incitatifs (CSI) 2021**

Mme. Magali MAILLAND indique que le lancement de l'appel à projet 2021 est prévu sur le même périmètre que les années précédentes.

Le descriptif de l'appel est en Annexe 6 du procès-verbal.

L'AAP CSI comprend 3 volets : Recherche, Equipement et Colloques. L'enveloppe budgétaire de l'établissement dédiée à cette opération n'est pas encore connue. Pour information, en raison de la crise sanitaire une souplesse est prévue pour les projets ayant eu un soutien en 2020 : la réalisation des projets et colloques peut être décalée sur 2021 mais l'engagement des crédits doit être réalisé sur l'exercice budgétaire de l'année 2020.

Le travail sur le calendrier des CSI est en cours, l'expertise sera menée par le CAC sur deux séances en novembre et en décembre. Lorsque le CAC examinera les demandes, l'enveloppe budgétaire sera communiquée. L'AAP sera lancé et il sera décidé de l'enveloppe de chaque axe en fonction de la contrainte du budget.

### ✓ **Projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR)**

Le projet de loi a été publié depuis quelques semaines et doit être présenté en conseil des ministres ces prochains jours. Il s'agit d'un réinvestissement de l'Etat en faveur de la recherche publique, avec la mise en place d'un certain nombre de nouveaux dispositifs. M. Noël DIMARCQ en liste les principaux objectifs, parmi lesquels :

- Augmenter le budget alloué à la recherche, revaloriser salaires, améliorer les carrières scientifiques au niveau de la qualité de travail et du financement
- Simplifier le fonctionnement et la vie des unités de recherche
- Renforcer les liens avec le tissu industriel et la société
- Renforcer les stratégies de site

Afin d'échanger sur la question (comment s'approprier les outils et dispositifs utilisables à UCA ?) un groupe de travail comprenant des membres du CAC et du CA doit identifier la plus-value de ces dispositifs, et éventuellement les contraintes ou les risques d'application de leur mise en œuvre. Côté CAC, M. Noël DIMARCQ propose que le groupe soit composé de :

- 2 EC pour chaque domaine disciplinaire, qu'il soit mixte entre les rangs A et B, et que chaque liste y soit représentée
- 2 ITRF
- 2 doctorant.e.s

Les échanges se feraient par mail dans un premier temps pour que le groupe soit créé début septembre, le but étant que le groupe soit prêt à travailler dès que la loi aura été adoptée par le gouvernement.

M. Noël DIMARCQ donne la parole aux conseiller.e.s

Une lettre commune a été adressée à Mme. Frédérique VIDAL (environ depuis 1 mois) pour souligner des points de vigilance. 35 sociétés savantes qui y avaient souscrit devaient être reçues. Un conseiller demande si M. Noël DIMARCQ a des informations.

M. Noël DIMARCQ n'a pas plus d'informations sur ce point mais sait que la publication du projet de loi a provoqué beaucoup de réactions : motions, messages d'alerte, rencontres avec la Ministre. Ces réactions doivent aider à clarifier certains aspects du projet de loi et œuvrer pour que les orientations de la loi aillent dans le sens de l'établissement et de sa stratégie.

Une conseillère indique que des instances d'universités et d'organismes sont contre cette loi notamment sur les points suivants : élections DU, créations de CDI menaçant d'autres postes, critères d'évaluation des EC. Elle indique que les points ne peuvent pas être discutés mais que la teneur de cette loi et la façon dont se tient son examen incitent à la rédaction d'une motion.

M. Noël DIMARCQ précise qu'effectivement les instances de nombreux organismes ont travaillé pour faire remonter des remarques et des recommandations. Les messages de l'université sont remontés via le président lors d'une rencontre avec la ministre.

Un conseiller souligne que la création d'un groupe de travail est précipitée car la loi n'est pas votée et il n'y a pas de texte d'application. Il indique que ce texte devrait être discuté en CAc et pas forcément dans un groupe de travail. M. Noël DIMARCQ confirme que le groupe commencera à travailler lorsque la loi sera votée. Pour cela, il devra être opérationnel en septembre. Il lui paraît difficile d'avoir un débat productif en CAc avec 80 personnes sans préparation mais les conclusions du groupe de travail seront évidemment présentées et discutées dans une séance future du CAc.

### III.- Formation

#### III.1- Conventions internationales

M. AZOULAY rappelle les dispositions votées au CAc du 10 mars :

*1- les conventions de co-diplomation/délocalisation qui sont renouvelées à l'identiques seront instruites par la DRI et la liste sera communiquée au CAc pour information, avant passage au CA.*

*2- les conventions qui doivent être renouvelées mais pour lesquelles des modifications importantes (soit de l'offre de formation, soit des modalités financières) seront transmises au CAc dans leur intégralité et feront l'objet d'un vote, avant passage au CA.*

*3- les nouvelles conventions seront transmises au CAc dans leur intégralité et feront l'objet d'un vote, avant passage au CA.*

*Les conventions entrant dans le cas des process 2 et 3 feront l'objet d'une courte présentation par une des VP RI (ou un personnel de la DRI) en séance avant d'être soumises au vote.*

Il donne la parole à Mme SABOURAULT afin qu'elle présente les 4 nouvelles conventions à l'ordre du jour.

Mme SABOURAULT explique qu'il s'agit de 3 conventions de double-diplomation qui permettront aux étudiants d'obtenir à la fin du programme, le diplôme d'UCA et celui de l'Université partenaire et d'une convention de délocalisation qui prévoit de proposer à une université partenaire un diplôme complet dont UCA garde la main sur les modalités d'inscription et d'évaluation des étudiants.

##### III.1.1.- Convention avec l'Università degli Studi di Genova - Dipartimento di Giurisprudenza (cf document joint)

La convention proposée par l'EUR LEX, concerne une double-diplomation sur la licence de Droit/Science politique. Mme SABOURAULT précise que ce sera la dernière année du programme qui sera ouverte à l'échange.

Il est requis un niveau de langue C1 en Italien pour les étudiants d'UCA et le même niveau en Français pour les étudiants de l'Université de Gênes. Mme BERTONE observe que ce niveau est particulièrement élevé et qu'il correspond à un niveau de spécialiste, elle s'interroge donc de savoir si les étudiants doivent justifier d'une certification ou font l'objet d'une évaluation. Mme SABOURAULT précise que ce sont les enseignants de langue de leur université d'attache qui auront à charge de vérifier ce niveau, ainsi pour UCA cette tâche incombera au service commun des Langues. Elle explique que ce niveau élevé se justifie par le besoin qu'auront les étudiants d'être capables de suivre l'intégralité des enseignements dans une langue étrangère.

Dans le cadre des échanges respectifs, les cours proposés et les modalités d'évaluation sont ceux de l'Université partenaire. Chacune des universités soutient financièrement la mobilité de ses étudiants et des mobilités d'enseignants peuvent également être prévues.

Concernant les frais d'inscription Mme SABOURAULT précise à Mme HERITIER que les étudiants s'en acquittent auprès de leur université d'origine sans aucun frais supplémentaire.

Mme SABOURAULT confirme ensuite, à la demande de M. LEGRAND, que les calendriers sont compatibles et ne posent pas de problème aux étudiants de Nice qui intègrent la 4<sup>ème</sup> année de la Laurea à Gênes et qui souhaitent postuler en master.

**Vote : La convention est approuvée à l'unanimité avec 64 voix.**

##### III.1.2.- Convention avec l'Università degli Studi della Campania « Luigi Vanvitelli »

La convention proposée par l'EUR CREATES, concerne une double-diplomation sur la licence de Lettres. Cette convention est du même type que la précédente avec, dans le cas présent, un échange prévu sur la deuxième année du programme.

**Vote : La convention est approuvée à l'unanimité avec 64 voix.**

### **III.1.3.- Convention avec l'Université Centrale de Tunis**

La convention proposée par l'EUR LEX, concerne une délocalisation du diplôme du master Droit Public pour le parcours de M2 Sécurité Intérieure. Les enseignements seront dispensés en langue française avec des enseignements identiques à ceux proposés à UCA, comprenant l'intervention de 50% d'enseignants d'UCA et 50% d'enseignants de l'Université partenaire. L'organisation de la formation est placée sous la responsabilité de l'université Centrale de Tunis. Des frais spécifiques sont ici prévus afin de permettre de couvrir le déplacement des enseignants d'UCA à Tunis.

A Mme HERITIER qui souhaite savoir s'il existe un fléchage particulier des sommes versées au titre de la CVEC par les étudiants inscrits sur les diplômes délocalisés pour des actions à leur attention. M. AZOULAY répond qu'un tel fléchage n'est pas possible même si les étudiants en diplôme délocalisés sont légalement tenus de s'acquitter de cette contribution. Il précise que ces étudiants demeurent des étudiants d'UCA et peuvent à ce titre déposer des projets d'initiatives étudiantes.

A M. CASSAM-CHENAI qui souhaiterait avoir plus de précision sur la sélection des étudiants, Mme SABOURAULT explique qu'une première sélection est effectuée par l'Université Partenaire et que c'est le responsable du diplôme d'UCA qui autorise in fine les inscriptions des étudiants dans le parcours de M2.

**Vote : La convention est approuvée à l'unanimité avec 3 abstentions et 61 voix pour.**

### **III.1.4.- Convention avec l'Université de Durres (Albanie)**

La convention proposée par l'EUR LEX, concerne une double-diplomation sur le master Droit Public pour le parcours de M2 Administration et Collectivité Territoriale. Un niveau C1 en anglais est requis, les cours en Albanie, étant dispensés en langue anglaise.

Mme HERITIER fait part de ses interrogations sur le montant des droits spécifiques de 1809,10 € inscrits dans la convention à verser à l'université d'accueil. Renseignements pris auprès de la responsable des Relations Internationales de l'EUR LEX, Mme SABOURAULT indique que les frais supplémentaires sont liés au suivi des étudiants et permettent de financer du tutorat pédagogique, des frais de communication et des frais de mission. Elle souligne que ces frais ne génèrent pas de coût supplémentaire pour les étudiants albanais car ils restent inférieurs aux frais de scolarité du diplôme en Albanie. Dans le cadre de la réciprocité, ces mêmes frais seraient demandés aux étudiants d'UCA qui iraient en Albanie, mais il est à noter que la convention soutenue par l'ambassade de France en Albanie, a plutôt été pensée comme un accord permettant l'accueil d'étudiant albanais à UCA.

**Vote : La convention est approuvée à l'unanimité avec 6 abstentions, 53 voix pour et 5 voix contre.**

### **III.2.- Avenant à la convention avec l'Alliance Française**

M. AZOULAY explique que la convention initiale permettait de recruter des étudiants étrangers non francophones et de les préparer à l'entrée en master FLE avec un programme disciplinaire qui s'ajoute à un programme de mise à niveau en français. L'avenant prévoit une extension du processus au master Lettres. A l'issue de la préparation un examen disciplinaire et une évaluation en langue permettra à ceux qui réussissent d'accéder au master.

Il répond ensuite à M. BRUNY que le tarif pour cette préparation est de l'ordre de 4000 €.

Mme GUIZOUARN observe que la maquette qui concerne le master Lettres est très succincte alors que celle présentée pour le master FLE est très détaillée. M. AZOULAY indique que l'équipe pédagogique s'est largement impliquée sur ce dossier et sera en mesure de produire une maquette plus détaillée.

Il précise ensuite que la majorité des cours sont dispensés par des enseignants recrutés par l'Alliance Française sur les programmes arrêtés par les équipes pédagogiques du master qui ont également en charge la rédaction des sujets et les corrections des examens.

Mme GUIZOUARN s'étonne qu'UCA prenne l'engagement, par convention, de recruter une vingtaine d'étudiants. M. AZOULAY indique que cette disposition est liée à la capacité d'accueil, et qu'il s'agit de prévoir un nombre suffisant de places dans la formation mais que cet effectif pourrait ne pas être atteint si le nombre d'étudiants qui réussit à l'examen et qui obtient le niveau de langue requis est inférieur à vingt. Cet effectif vient s'ajouter à la capacité initiale du master et M. AZOULAY observe que les formations concernées ne connaissent pas de problème de surcharge de candidatures. A M. CASSAM-CHENAI qui s'interroge sur la pertinence d'une sous-traitance avec l'Alliance Française plutôt que de monter une formation avec des enseignants-chercheurs d'UCA, M. AZOULAY indique que le projet avait été envisagé par le passé mais n'avait pu aboutir. Il précise que grâce à son réseau développé dans le monde entier et à sa bonne connaissance des différentes universités et du niveau de qualité de leurs enseignements, l'Alliance Française détient une capacité de recrutement qu'UCA ne pourrait atteindre.

**Vote : La convention est approuvée avec 11 abstentions et 53 voix pour sous réserve qu'une maquette plus détaillée soit fournie pour le master FLE.**

### **III.3.- Modifications de l'offre de formation pour la rentrée 2020**

#### **III.3.1.- Modifications de l'offre de formation Licence, Master et DU pour la rentrée 2020**

M. CREMOUX rappelle que comme lors des précédentes séances, les maquettes présentées ont été vérifiées par le Service de Pilotage de l'Offre de Formation. Il indique que l'essentiel du travail de modélisation de l'offre de formation a pu être achevé et qu'il restera à valider en septembre l'ensemble des Modalités de Contrôle des Connaissances.

M. AZOULAY souligne par ailleurs, qu'une première validation des documents remontés a déjà été effectuée par les conseils de gestion des composantes.

Aux interrogations de Mme HERITIER sur la validation des maquettes L.ASS, M. CREMOUX confirme qu'il restera à valider en septembre celles de Carlone et qu'il va faire un point avec son service afin de relancer les composantes concernées.

M. LEGRAND fait part de sa déception de constater que les cadres votés en CFVU concernant les portails n'ont pas toujours été respectés dans les disciplines scientifiques et notamment en physique. Il regrette notamment que le projet de la précédente gouvernance de permettre à un étudiant d'obtenir une licence disciplinaire en suivant des enseignements de licence à la carte n'ait pu aboutir et dénonce un manque de suivi et de cohérence. Il fait part du constat que les maquettes déposées par les enseignants sur la plateforme Géode qui tendaient vers les objectifs précédemment définis ont été supprimées et remplacées par d'autres documents.

M. AZOULAY s'étonne de ces propos et rappelle le processus de remontée des maquettes : les enseignants envoient leur maquette pour examen par les scalarités et validation par les conseils des composantes, les scalarités les déposent ensuite sur Géode afin que le SPOF effectue les vérifications et émette un avis, il ajoute qu'en aucun cas les maquettes déposées sont supprimées ou corrigées.

M. LEGRAND dénonce des dysfonctionnements dont il ignore l'origine. M. AZOULAY fait observer que ces dysfonctionnements n'ont pas été constatés dans les autres composantes.

M. LEGRAND témoigne du fait que plusieurs enseignants avaient effectué un gros travail pour produire des documents qui ont été déposés puis supprimés sur Géode, M. AZOULAY rappelle que les documents doivent être déposés sur la plateforme par les responsables de scalarités. M. CREMOUX confirme qu'il est normal que les maquettes soient centralisées par les scalarités de composante et que le rôle de la DEF est d'analyser les documents transmis. Il ajoute qu'il appartient aux composantes de gérer les filtres positionnés en amont du dépôt des maquettes. Il indique que des dysfonctionnements de ces filtres ont pu être constatés à d'autres niveaux tels que par exemple dans la transmission des listes des membres commissions Parcoursup.

Il fait part d'un travail de réorganisation des scalarités initié avec la DGS pour la scalarité de Carlone et qui se poursuivra avec celle de Sciences, l'objectif de dresser un état des lieux complets de l'ensemble des scalarités étant fixé pour 2021. Un grand plan de formation devra également être mis en place à l'attention des gestionnaires de scalarité dont M. CREMOUX regrette, d'une manière générale, que le métier ne soit pas reconnu par le référentiel des RH.

Il souligne cependant une nette amélioration de la qualité du suivi des maquettes par rapport aux années précédentes. A M. LEGRAND qui aurait souhaité que la logique du parcours à la carte soit respectée en permettant que l'étape L3 du portail Sciences et Technologies puisse ouvrir l'accès à l'ensemble des mentions pour les étudiants qui vérifient les conditions requises, M. AZOULAY répond que cette question relève des MCC qui seront examinées en septembre.

M. CREMOUX répond ensuite à M. CAILLER que le parcours COMEDD (Communication écocitoyenne, patrimoine et développement durable) est bien rattaché à la Mention Gestion de l'Environnement. M. CAILLER regrette la manière, qu'il juge indélicate, dont ce parcours a été détaché de la mention « Info-Com » pour être rattaché à une autre mention, ainsi que la manière dont il a été démis de ses responsabilités au sein de ce master par la précédente gouvernance de la CoMUE UCA. M. RASSE confirme que l'ensemble des enseignants du département s'étaient opposés à cette procédure.

Concernant le changement de mention de ce parcours, M. AZOULAY précise que le Président de la CoMUE avait tranché sur la base du rapport remis par les EUR et que la Directrice du Département ainsi qu'un certain nombre d'enseignants avaient été auditionnés. Il rappelle que la procédure avait été déclenchée suite à une lettre des étudiants de la formation qui se plaignaient de son fonctionnement. M. CAILLER répond qu'il n'a, pour sa part, jamais été entendu dans le cadre de la médiation mise en place et que, de son point de vue, les étudiants ont été instrumentalisés.

**Vote :** *Les modifications de l'offre de formation Licence, Master et DU pour la rentrée 2020 sont adoptées à l'unanimité avec 64 voix.*

### **III. 3.2. Création de Diplômes d'Université**

#### **III. 3.2.1.- DU BOOTCAMP : Bootcamp in Probability & Statistics for Neuroscience and Cognition**

Suite au rapport rendu, il ressort un avis favorable sur le fond du dossier mais quelques réserves sont émises en raison d'un manque de précisions sur les enseignements qui sont mutualisés avec le master, ce qui rend difficile à comprendre la soutenabilité de la formation. M. AZOULAY précise que les mutualisations concernent des enseignements du master NeuroMod. De manière à ne pas pénaliser le partenariat avec l'école doctorale de Marseille (Neuroschool), M. AZOULAY propose une approbation du DU assorties de réserves.

**Vote :** *La création du DU BOOTCAMP est approuvée avec 11 abstentions et 53 voix pour sous réserve que des précisions soient apportées sur l'UE mutualisée et sur la soutenabilité de la formation.*

#### **III. 3.2.2.- DU STEPS : Skills & Training to Ensure Professional Success**

M. AZOULAY indique que cette formation consiste en une déclinaison en langue anglaise du DU DECAPRO déjà existant, à destination d'un public d'étudiants internationaux non francophones, et qu'à ce titre il n'a pas été demandé l'expertise de rapporteur du CAC.

A Mme HERITIER qui observe que le responsable pédagogique n'est pas le même que celui du DU DECAPRO, M. AZOULAY confirme et informe qu'un nouveau responsable va également bientôt être nommé pour le DU DECAPRO.

**Vote :** *La création du DU STEPS est approuvée avec 7 abstentions et 57 voix pour.*

#### **III.4.- Tarifs reprise d'études (complément)**

En l'absence de M. LASSERRE indisponible ce jour, M. CREMOUX explique qu'il s'agit d'ajout de tarifs pour des formations de masters de l'EUR CREATES (surlignées en jaune dans le tableau) qui avaient été omis lors de la transmission des tarifs votés aux précédents CAC.

**Vote :** *Les tarifs « reprise d'études » présentés sont approuvés à l'unanimité avec 61 voix.*

#### **III.5.- Calendrier pédagogique 2020-2021 (journées banalisées)**

M. BARONE fait part des dates prévues dont il précise qu'elles seront soumises aux aléas de l'évolution de la situation réglementaire et sanitaire. Il indique qu'il s'agira de la journée du 1er octobre 2020 pour la Journée d'Accueil des Etudiants qui concernera les étudiants primo-entrants et l'après-midi du 25 mars 2021 pour les Festivités Printanières qui concernera l'ensemble des étudiants.

M. BARONE précise à la demande de M. LEGRAND, que sont donc concernés par la JAE tous les étudiants qui arrivent pour la première fois dans l'établissement, mais qu'il s'agit dans la pratique majoritairement des étudiants de L1, de 1<sup>ère</sup> année d'IUT ou de PEIP à Polytech. Concernant les étudiants qui intègrent l'établissement à un autre niveau, il est laissé à la discrétion des responsables pédagogiques le choix de les autoriser ou non à participer à cette manifestation. A la question de Mme HERITIER sur la possibilité d'organiser cet évènement un samedi afin d'éviter d'avoir à autoriser les étudiants à s'absenter, M. BARONE explique qu'en premier lieu les manifestations sont plus complexes à organiser avec les partenaires le week-end et que le coût de la location des structures est nettement plus élevé sur cette journée. Il souligne ensuite une volonté de l'établissement de rendre la participation obligatoire afin que la JAE devienne un symbole fort pour l'intégration des étudiants, un jour de semaine a donc toujours été privilégié. Enfin, le positionnement de la JAE un samedi risquerait d'exclure les étudiants des départements limitrophes qui rentrent chez eux le week-end.

**Vote :** *Le principe de banalisation et les dates proposées pour la Journée d'Accueil des Etudiants et des Festivités Printanières sont approuvés à l'unanimité avec 59 voix.*

#### **III.6.- Pour information :**

- M. AZOULAY indique que compte tenu de l'heure avancée, le point relatif au bilan Parcoursup est reporté au prochain CAC.  
M. CREMOUX confirme, suite aux observations de Mme HERITIER, que les listes d'attente sont très importantes pour les filières L.AS et PASS où l'on atteint près de 38 000 vœux et indique que des comparaisons avec PACES (qui cumulait environ 6 000 vœux l'année précédente) sont difficiles à établir, compte tenu notamment, des possibilités en PASS, pour un candidat, de faire des vœux sur plusieurs options. Il ajoute qu'il n'est pas, pour

l'heure, possible de savoir comment va évoluer la situation et que suite aux résultats du baccalauréat qui seront connus aujourd'hui et à la fin de la procédure principale le 17 juillet un certain nombre de places devrait se libérer sur la plateforme.

M. CREMOUX répond ensuite à la demande de M. BRUNY qu'il sera également en mesure de présenter en septembre un point relatif aux admissions en master.

- M. AZOULAY informe enfin qu'un nouveau décret fixant la composition, le mode de fonctionnement et le rôle de la Section Disciplinaire est paru, en conséquence de quoi la commission existante dans l'Etablissement devra être dissoute et il conviendra de procéder à de nouvelles élections lors d'un prochain CAC. Des précisions du Ministère sur ce point restent en attente.

## IV.- Vie Universitaire

### IV.-1. Initiatives Etudiantes

M. BARONE rappelle le contexte particulier de cette commission programmée après la fin du confinement et qui survient, en conséquence, après une période où beaucoup de dossier avaient été retirés car les événements prévus n'avaient pas pu se tenir.

Aux interrogations de Mme HERITIER sur l'origine des fonds qui financent les Initiatives Etudiantes et sur la présence de financements de l'Etablissement au côté de la CVEC, M. BARONE explique que la Vie Universitaire est essentiellement alimentée par la CVEC et des ressources propres liées au Service des sports. La partie CFVEC-Initiatives étudiantes est la transposition de la part du FSDIE dans les frais d'inscription qui existait par le passé, il n'y a donc aucun apport complémentaire de l'établissement pour financer ce type d'actions. Il souligne que la totalité de l'enveloppe CVEC dédiée aux Initiatives étudiantes n'est pas intégralement utilisée car, d'une part, la somme allouée est très conséquente et d'autre part, le cadre national et le cadre établissement imposent une certaine exigence dans le choix des projets à retenir. Mme HERITIER s'étonne dans ces conditions qu'un dossier tel que le n°17 « Les Rwandais Les Apprentissages » de l'association Passion ait pu être retenu car il n'entre pas, de son point de vue, dans le cadre défini par les textes. M. BARONE souligne que la CVEC alimente une offre culturelle, sportive, de santé et de prévention d'une part et d'autre part des initiatives étudiantes qui ne sont pas forcément liées aux quatre thématiques précédentes. Il précise que la commission mène un travail de suivi sur les retombées pour l'Etablissement. Il ajoute que l'association Passion mène des projets humanitaires dans le monde entier, y compris en France, et qu'il est constaté des retombées très positives en termes d'image de l'Université. Des retours d'expériences sur la base notamment d'expositions photographiques peuvent par ailleurs bénéficier à toute la promotion. Mme HERITIER souhaiterait, pour sa part, un recentrage des initiatives étudiantes autour des quatre grandes thématiques. M. BARONE répond qu'il serait difficilement envisageable d'exclure du champ des initiatives étudiantes, les initiatives citoyennes ou encore celles liées au développement durable.

***Vote : Les propositions de la commission du 12 juin 2020 sont adoptées avec 8 abstentions, 40 voix pour et 3 voix contre.***

### IV.-2. Convention d'objectifs et de moyens avec AJC06 (cf document joint)

M. BARONE explique que cette convention d'objectifs et de moyens avec l'Association des jeunes Chercheurs concerne le renouvellement d'un partenariat et s'inscrit dans la même démarche que les présentations des conventions déjà faites en CAC le 10 mars dernier.

Il précise que compte tenu du contexte lié à la crise sanitaire, tous les événements qui étaient prévus ne pourront peut-être pas se tenir et que, dans ce cas, le montant de la subvention sera revu à la baisse.

A Mme HERITIER qui s'interroge sur les raisons qui justifient la rédaction d'une convention et qui souhaite savoir si l'association dépose quand même des dossiers dans le cadre des Initiatives Etudiantes alors qu'elle bénéficie déjà d'une subvention fixée par convention, M. BARONE explique qu'outre l'affichage d'un partenariat privilégié avec cette association, la raison d'établir une convention est de garantir à l'association une sécurité qui lui permet une sérénité et une capacité d'anticipation sur la conduite de projets plus lourds qui seront à réaliser selon les termes de la convention. L'association pourra par ailleurs déposer des dossiers devant la commission pour d'autres projet de moindre envergure. Il ajoute que la subvention allouée est financée par l'enveloppe Initiatives Etudiantes de la CVEC.

Mme HERITIER observe à travers l'organisation de la journée d'accueil des doctorants par AJC06 que les journées d'accueil sont généralement déléguées à des associations étudiantes. M. BARONE répond qu'il ne s'agit pas d'une délégation mais d'un co-portage car les chefs de projets et personnels administratifs de l'Etablissement sont présents au côté de l'association en amont de l'organisation de la journée et jusqu'à la tenue de la manifestation. Il souligne que lorsque ce type d'initiatives est porté par leurs pairs, le succès rencontré auprès des publics étudiants ou doctorants pour le cas présent, est beaucoup plus grand.

**Vote : La convention est approuvée à l'unanimité avec 51 voix.**

M. AZOULAY lève la séance à 18H10.

Pour le Président d'Université Côte d'Azur  
Le Vice-Président Recherche et Innovation



Noël DIMARCQ